

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ RELATIVE À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

1. INTRODUCTION

Le réseau belge « CdP Partners », spécialiste dans la prestation de services d'audit, de comptabilité, de fiscalité et tous autres conseils en corporate governance, est affilié au réseau international « UHY » en tant que membre indépendant. Le réseau « CdP Partners » compte plusieurs entités belges « CdP » autonomes (ci-après communément dénommée « nous ») mais qui ne sont pas considérées comme étant des tiers l'une par rapport à l'autre.

En notre qualité de cabinets de réviseurs d'entreprises, d'experts-comptables et de conseils fiscaux, nous sommes chargés, en tant que « responsables du traitement » de collecter et de traiter de nombreuses données pour réaliser nos activités professionnelles, dont une partie sont des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel que nous traitons peuvent vous concerner en tant que client du cabinet, mais aussi en tant que relation d'affaires de nos clients (si vous êtes un fournisseur ou un client de notre client, par exemple).

La présente politique de protection des données personnelles définit nos mesures concernant les informations que nous recueillons à votre sujet directement ou indirectement (ci-après « les données personnelles »), les raisons de l'utilisation de ces données, leur durée de conservation, les droits dont vous disposez et la manière de les exercer.

2. RESPONSABLE DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le responsable du traitement des données à caractère personnel est CdP Partners. Le siège du responsable est sis à 1170 Bruxelles, square de l'Arbalète n°6. Le responsable est inscrit auprès de l'Institut des Réviseurs d'entreprises, sous le numéro d'agrément N00044.

Pour toute question relative à la protection des données à caractère personnel, veuillez adresser un courriel à l'adresse suivante RGPD@cdp-partners.be

3. QUELLES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTONS-NOUS ?

Nous entendons par « données à caractère personnel » toute information se rapportant à une personne physique identifiable.

Nous devons collecter différents types de données personnelles vous concernant, qui dépendront du type de mission notamment :

- **informations d'identification** (par ex., nom, numéro national, copie de carte d'identité ou du passeport, nationalité, lieu et date de naissance) ;
- **coordonnées** (par ex., adresse de résidence, adresse e-mail, adresse IP et numéro de téléphone) ;
- **situation familiale** (par ex., état civil, personnes à charge) ;
- **situation fiscale** (par ex., numéro d'identification fiscale, situation fiscale) ;

- **informations sur votre emploi** (par ex., emploi, nom de l'employeur, emplacement de l'emploi) ;

Nous traitons généralement les données à caractère personnel que la personne concernée ou ses proches a elle-même/ont eux-mêmes fournis.

Nous pouvons aussi traiter des données à caractère personnel qui n'ont pas été fournies par la personne concernée, telles que les données à caractère personnel transmises par le client et concernant ses salariés, ses administrateurs, ses représentants légaux, ses collaborateurs, ses clients, ses fournisseurs, ou encore ses actionnaires. Dans ce cas, vous devez les informer de l'existence et du contenu de cet avis de confidentialité.

Les données à caractère personnel peuvent également provenir de sources publiques telles que la Banque-Carrefour des Entreprises, le Moniteur belge et ses annexes et la Banque nationale de Belgique (Centrale des Bilans).

Les données ne sont traitées que si ce traitement est nécessaire aux fins mentionnées au point 4.

Nous ne collectons jamais de données dites sensibles, à savoir :

- données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, ou l'appartenance syndicale ;
- données génétiques ou biométriques (ex : images faciales et empreintes digitales) ;
- données relatives à la santé ;
- données relatives au comportement sexuel ou à l'orientation sexuelle.

Nous utilisons des cookies pour nous aider à améliorer notre site internet. Pour plus de détails sur la façon dont les cookies sont utilisés et comment les désactiver, référez-vous à notre politique de cookies.

4. FINALITÉS DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Nous avons besoin de données à caractère personnel aux fins suivantes :

- A. Acceptation en tant que client dans le cadre de notre procédure d'acceptation et exécution contractuelle de services comptables, fiscaux et révisoraux. Le traitement des données à caractère personnel concerne les données des clients eux-mêmes, des membres de leur personnel, de leurs administrateurs, entre autres, ainsi que des autres personnes, telles que les clients et les fournisseurs, impliquées dans leurs activités.

À défaut de communication et de traitement de ces données, nous ne sommes pas en mesure de mener à bien notre mission de réviseur d'entreprises, expert-comptable, conseil fiscal, ou comptable.

- B. Application de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (ci-après loi du 18 septembre 2017).
1. En application de l'article 26 de la loi du 18 septembre 2017, notre cabinet est tenu de collecter les données à caractère personnel suivantes concernant nos clients et leurs mandataires : nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance et, dans la mesure du possible, adresse.

2. En application de l'article 26 de la loi du 18 septembre 2017, notre cabinet est tenu de collecter les données à caractère personnel suivantes concernant les bénéficiaires effectifs des clients : nom, prénom et, dans la mesure du possible, date de naissance, lieu de naissance et adresse.

Le traitement de ces données à caractère personnel est une obligation légale. Sans ces données, nous ne pouvons pas conclure de relation d'affaires (article 33 de la loi du 18 septembre 2017).

- C. Les obligations nous incombant vis-à-vis des autorités belges, des autorités étrangères ou des institutions internationales, en application d'une obligation légale ou réglementaire, en application d'une décision judiciaire ou dans le cadre de la défense d'un intérêt légitime, notamment, mais pas exclusivement, si les lois fiscales (listings TVA, fiches fiscales...) et sociales actuelles et futures nous contraignent à traiter des données à caractère personnel dans le cadre de la mission dont nous avons été chargés.

Le traitement de ces données à caractère personnel est une obligation légale. Sans ces données, nous ne pouvons pas conclure de relation d'affaires.

5. DESTINATAIRE DES DONNÉES

Seuls nos collaborateurs internes et externes ont accès aux données à caractère personnel pour mener à bien leurs activités professionnelles. Ceux-ci agissent sous notre supervision et notre responsabilité.

Nous faisons également appel à des fournisseurs externes, qui prennent certains traitements en charge, à savoir des services informatiques, juridiques, financiers, comptables et autres. Étant donné que ces tiers ont accès aux données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des services demandés, nous avons pris des mesures techniques, organisationnelles et contractuelles afin de nous assurer que vos données soient uniquement traitées et utilisées aux fins mentionnées au point 4 de cette déclaration.

Nous pourrions transmettre les données à caractère personnel à la demande de toute autorité légalement compétente ou de sa propre initiative s'il estime de bonne foi que la transmission de ces informations est nécessaire afin de respecter la loi ou la réglementation ou afin de défendre et/ou de protéger les droits ou les biens du cabinet, de ses clients, de son site Internet et/ou de vous-même.

En aucun cas, vos données à caractère personnel collectées dans le cadre de nos activités professionnelles ne seront vendues ou mises à disposition de tiers.

6. MESURES DE SÉCURITÉ

Afin d'empêcher, dans la mesure du possible, tout accès non autorisé aux données à caractère personnel collectées dans ce cadre, nous avons recours à un ensemble de mesures organisationnelles et techniques afin de nous assurer que vos données personnelles sont protégées.

Ces mesures comprennent notamment :

- la sensibilisation et la formation du personnel afin de s'assurer qu'il connaît nos obligations en matière de protection de la vie privée au moment du traitement de données personnelles;
- des contrôles administratifs et techniques de manière à nous assurer d'accéder uniquement aux données personnelles si nous en avons besoin;
- des mesures de sécurité technologique, notamment des pare-feux, l'authentification, le cryptage et les logiciels antivirus;

- des mesures de sécurité physique dans nos locaux.

Ces procédures s'appliquent également à tous les sous-traitants auxquels nous faisons appel.

7. DURÉE DE CONSERVATION

7.1. Données à caractère personnel que nous devons conserver en vertu de la loi du 18 septembre 2017 (cf. point 4B)

Sont ici concernées les données d'identification et la copie des preuves concernant nos clients, les mandataires internes et externes ainsi que les bénéficiaires effectifs de nos clients.

Conformément aux articles 60 et 62 de la loi du 18 septembre 2017, ces données à caractère personnel sont conservées au maximum dix ans après la fin de la relation professionnelle avec le client ou à compter de la date d'une opération occasionnelle.

7.2. Autres données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel des personnes qui ne sont pas visées ci-dessus ne sont conservées que pendant les durées prévues par la législation d'application, telle que la législation comptable, la législation fiscale et la législation sociale.

Une fois les durées précitées expirées, les données à caractère personnel sont effacées, hormis si une autre législation en vigueur prévoit une durée de conservation plus longue.

8. DROITS D'ACCÈS, RECTIFICATION, DROIT À L'OUBLI, PORTABILITÉ DES DONNÉES, OPPOSITION, NON-PROFILAGE ET NOTIFICATION DE FAILLES DE SÉCURITÉ

8.1. Données à caractère personnel que nous devons conserver en application de la loi du 18 septembre 2017

Sont ici concernées les données à caractère personnel de nos clients, des mandataires et des bénéficiaires effectifs des clients.

En la matière, nous devons attirer votre attention sur l'article 65 de la loi du 18 septembre 2017 :

« Art. 65. La personne concernée par le traitement des données à caractère personnel en application de la présente loi ne bénéficie pas du droit d'accès et de rectification de ses données, ni du droit à l'oubli, à la portabilité desdites données, ou à objecter, ni encore du droit de ne pas être profilé ni de se faire notifier les failles de sécurité.

Le droit d'accès de la personne concernée aux données à caractère personnel la concernant s'exerce indirectement, en vertu de l'article 13 de la loi du 8 décembre 1992 précitée, auprès de la Commission de la protection de la vie privée instituée par l'article 23 de ladite loi.

La Commission de la protection de la vie privée communique uniquement au demandeur qu'il a été procédé aux vérifications nécessaires et du résultat en ce qui concerne la licéité du traitement en question.

Ces données peuvent être communiquées au demandeur lorsque la Commission de la protection de la vie privée constate, en accord avec la CTIF et après avis du responsable du traitement, d'une part, que leur communication n'est susceptible ni de révéler l'existence d'une déclaration de soupçon visée aux articles 47 et 54, des suites qui lui ont été données ou de l'exercice par la CTIF de son droit de demande d'informations complémentaires en application de l'article 81, ni de mettre en cause la finalité de la lutte contre le BC/FT, et, d'autre part, que les données concernées sont relatives au demandeur et

détenues par les entités assujetties, la CTIF ou les autorités de contrôle aux fins de l'application de la présente loi. »

Pour l'application de vos droits relatifs à vos données à caractère personnel, vous devez donc vous adresser à l'Autorité de protection des données (cf. point 9).

8.2. Toutes autres données à caractère personnel

Pour l'application de vos droits relatifs à toutes les autres données à caractère personnel, vous pouvez toujours prendre contact avec le responsable du traitement, (cf. point 1).

9. PORTER PLAINTÉ

En cas d'insatisfaction relative à la manière dont nous avons traité vos données personnelles, vous êtes en droit d'introduire une réclamation auprès de l'**Autorité de protection des données** :

Rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 274 48 00

Fax : +32 (0)2 274 48 35

E-mail : contact@apd-gba.be

URL : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/>